



EAU & FEU

N° 7 / Février 2013

Bulletin d'information de l'ECA Jura



Foire du Jura Delémont.

L'invité d'honneur
du comptoir
delémontain 2012.

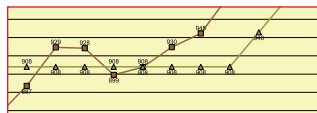
2



Vous faites des travaux ?

N'oubliez pas de les
assurer!

2



Stabilité de l'indice d'assurance

3



Cheminées et lampes à (bio)éthanol

Protection incendie

4

2012 : de nombreux gros sinistres causés par le feu... ...mais dans la moyenne pour les éléments de la nature.

Le millésime 2012 est contrasté: les quelques 250 sinistres dus au feu coûteront plus de 5,2 millions de francs, soit plus de 20% au-dessus de la moyenne des 30 dernières années. Une évolution négative en comparaison des trois exercices précédents dont le montant était à chaque fois nettement inférieur à 3 millions de francs. Une fois de plus, ce sont les dommages importants (plus de 20'000 francs) qui influencent de manière significative le cours des sinistres dus au feu. Quant aux dommages dus aux éléments de la nature, dont le coût présumé total peut être évalué à 2,2 millions de francs pour 880 dossiers, ils se situent dans la moyenne enregistrée jusqu'à ce jour. Heureusement, la tempête Andréa n'aura causé que des dégâts mineurs à 150 bâtiments. La grêle des 30 juin et 29 août n'aura malheureusement pas épargné le Jura et tout particulièrement les villages de Alle et Courgenay. On recense à ce jour quelques 760 dossiers pour un coût présumé de 1'800'000 francs.



Incendie de la ferme Meister au Noirmont, 9 septembre 2012

Nouveau site internet

Le site internet de l'ECA Jura a fait peau neuve (www.eca-jura.ch). Tous les volets liés à notre sphère d'activités y sont traités et de très nombreuses informations destinées aux propriétaires de bâtiments sont à disposition. Toutes les formules sont ainsi disponibles sur le site. Chacun y trouvera également des conseils de prévention, les informations relatives aux domaines de l'assurance, de la prévention incendie, des dangers naturels, du ramonage, des subventions, des services d'intervention et de secours (SIS). Les rapports de gestion et toutes les plaquettes «Eau & Feu» peuvent également être consultés.



L'ECA JURA en chiffres ronds

- **36'000** bâtiments
- **21 milliards** de capital assuré
- Plus de **15 millions** de primes encaissées
- En moyenne annuelle:
 - des sinistres dus au feu pour plus de **4,2 millions** de francs
 - des sinistres éléments pour presque **2,4 millions** de francs
- des dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie qui varient entre **4 et 6,5 millions** de francs par année
- **19 collaborateurs** pour **14,2 équivalents plein temps**

Foire du Jura Delémont



L'ECA JURA a été l'invité d'honneur du comptoir delémontain 2012 qui s'est tenu du 12 au 21 octobre dernier. Le stand, tenu en collaboration avec la Société des Sapeurs-pompiers jurassiens, a fait l'objet d'un grand intérêt de la part des visiteurs. Grâce à une animation de prévention incendie consistant à éteindre un feu de casserole, les sapeurs-pompiers jurassiens et le personnel de l'ECA JURA auront ainsi pu enseigner les bons réflexes aux nombreux hôtes très concernés par les mesures de lutte contre les dommages domestiques aussi fréquents que les feux de casserole.

Nous profitons de remercier sincèrement les organisateurs de la Foire du Jura d'avoir associé l'ECA JURA à leur manifestation et espérons avoir pleinement répondu à leurs attentes.



Photos : Canal Alpha

ECAPeople

Au 1^{er} janvier 2013, deux nouveaux estimateurs ont été nommés afin de renforcer notre équipe. Il s'agit de **M. Bernard Corbat**, architecte à Vendlincourt et **Régis Girardin**, architecte à Courgenay. Nous nous réjouissons de compléter l'effectif de nos estimateurs et sommes persuadés, qu'avec eux, l'ECA JURA s'est doté de deux nouveaux collaborateurs aux compétences reconnues.

Mme Nadia Guichard, secrétaire – comptable, a fêté ses 10 ans de service auprès de l'ECA JURA. Nous la remercions pour sa fidélité et espérons pouvoir compter longtemps encore sur son engagement, sa motivation et la qualité de son travail.

M. Daniel La Manna, inspecteur des corps de sapeurs-pompiers et commandant du Centre de renfort de Porrentruy,

reprend, avec effet au 1^{er} janvier 2013, l'arrondissement laissé vacant suite à la démission de M. Vincent Dobler. Nous le remercions sincèrement pour sa disponibilité et nous réjouissons de pouvoir collaborer davantage encore avec un homme de grande compétence et aux connaissances approfondies, notamment dans le domaine des sapeurs-pompiers jurassiens.

Deux nouveaux experts sapeurs-pompiers ont également été nommés avec une entrée en fonction au 1^{er} janvier 2013. Il s'agit de **MM. Federico Ferrario**, expert protection de la respiration, et **Luciano Prudente**, expert tonne-pompe et motopompe. Félicitations à ces deux nouveaux experts.

Vous faites des travaux ? N'oubliez pas de les assurer !

Si nous revenons si souvent sur le sujet, c'est bel et bien parce qu'il vaut mieux prévenir que guérir, l'adage est bien connu. Vous éviterez ainsi de vous trouver, en cas de sinistre, dans une situation très inconfortable de sous-assurance à laquelle vous devrez faire face en prenant en charge tout ou partie des frais de remise en état de votre bâtiment.

Petite modification dans les nouveaux procès-verbaux d'estimation

De nouveaux procès-verbaux d'estimation seront prochainement mis à disposition de nos estimateurs; ces derniers ne porteront plus la rubrique mentionnant s'il y a ou non un défaut de construction au bâtiment. Cette modification est rendue nécessaire par le fait que l'estimation du bâtiment ne vaut pas comme expertise, les collaborateurs de l'ECA ne pouvant notamment pas contrôler la statique du bâtiment ou le sous-dimensionnement des éléments de charpente.



Plusieurs organisations communes regroupent les établissements cantonaux d'assurance de Suisse et l'ECA Jura en est membre à part entière. Leur champ d'activité peut être résumé ainsi :

AEAI

Au service des établissements cantonaux d'assurance incendie

L'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) a été constituée en 1903 par tous les établissements d'assurance des cantons ayant mis en place un régime public d'assurance incendie. Elle accomplit une double mission pour l'assurance des bâtiments : coordonner et harmoniser au niveau suisse la protection incendie ainsi que la prévention des risques naturels, grâce à deux pôles de compétences. Le pôle protection incendie édicte les prescriptions de protection incendie, actuellement en cours de révision, propose des conseils dans ce domaine et publie le répertoire de la protection incendie. Quant au pôle prévention des risques naturels, il met au point divers moyens de prévention, contribue à des projets d'études et participe à la diffusion des savoirs dans ce domaine.

En outre, l'AEAI forme des spécialistes de la protection incendie et de la protection des bâtiments contre les dangers naturels. Dans ce secteur, elle est le seul organisme certificateur accrédité par la Confédération.

UIR

Une plus grande sécurité financière grâce à la réassurance

Fondée en 1910, l'Union intercantonale de réassurance (UIR) est un organisme public opérant exclusivement pour les établissements cantonaux d'assurance incendie (ECA). L'UIR offre aux ECA la possibilité de réassurer les risques qu'ils ne veulent pas couvrir eux-mêmes. Elle couvre aussi les risques naturels majeurs dans le cadre d'une réassurance mutualiste offerte par la Communauté intercantonale de risques éléments naturels (CIREN). Celle-ci garantit la solvabilité de l'ECA Jura, même en cas de catastrophe.

Fondation de prévention des établissements cantonaux d'assurance incendie

Des études ciblées visant à diminuer la vulnérabilité des bâtiments

Au cours des vingt dernières années, les dommages dus aux éléments naturels sont devenus de plus en plus fréquents en Suisse; les phénomènes naturels représentent une source de dangers de plus en plus graves pour les personnes et les biens. C'est pourquoi la Fondation de prévention des établissements cantonaux d'assurance, dotée annuellement d'un million de francs, contribue à des études visant à instaurer une gestion intégrale du risque dans l'assurance des bâtiments en se fixant sur les dommages dus aux éléments de la nature, principaux risques

pour l'assurance immobilière. Son objectif à long terme : mieux protéger les bâtiments contre les éléments naturels.

Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques

Le risque sismique couvert par un groupement d'assureurs réduit à partir de 2013

Pour peu probables qu'ils soient dans notre pays, les risques tectoniques tels que le risque de tremblement de terre ne doivent pas être totalement négligés, d'autant moins que l'aléa sismique est élevé dans certaines régions. Les spécialistes estiment que la Suisse est frappée par un séisme destructeur tous les 100 à 500 ans. Ces considérations ont conduit les établissements cantonaux d'assurance à fonder le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques en 1978. Grâce à ce dispositif, 18 établissements cantonaux d'assurance peuvent librement décider de mobiliser ensemble des ressources

qui permettraient de couvrir partiellement les dommages dus à un tremblement de terre. Il est ainsi possible de dégager au total quatre milliards de francs au maximum par année civile.

Du fait de la défection de l'Assurance Immobilière de Berne, le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques ne regroupera plus que 17 établissements cantonaux d'assurance à compter de 2013. Cependant, l'assemblée du Pool, réunie en novembre 2012, s'est prononcée pour le maintien de la couverture actuelle du risque sismique. Celle-ci permettrait de dégager au maximum deux milliards de francs par tremblement de terre pour couvrir au plus deux sinistres par année civile. Par conséquent, l'ECA Jura recevrait du Pool au moins la même somme qu'auparavant pour indemniser les propriétaires de bâtiments en cas de séisme d'une intensité supérieure ou égale à VII sur l'échelle EMS.

2013 : Taux de primes inchangés !

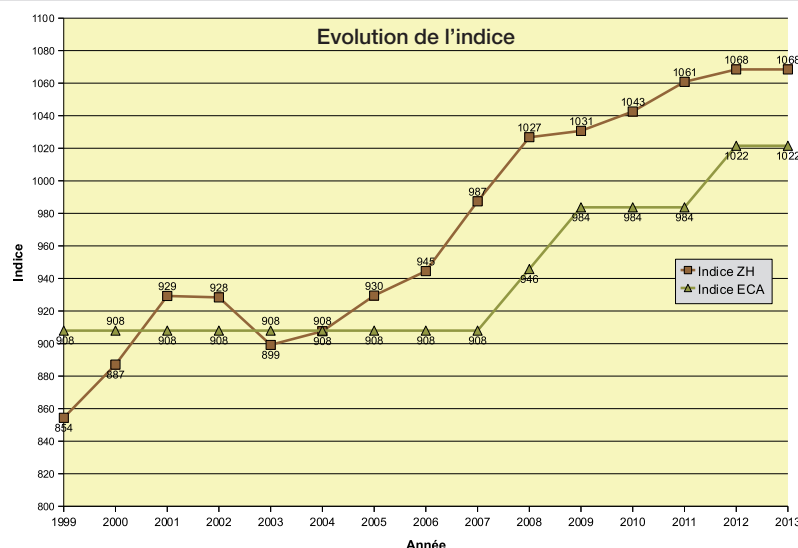
Comme pour 2012, le Conseil d'administration de l'ECA Jura a fixé les taux de primes d'assurance pour l'année 2013 à 0,38 pour mille pour les bâtiments massifs et 0,57 pour mille pour les bâtiments non massifs. **Toutefois, pour 2013, aucun rabais de prime ne peut être opéré, la faute aux trop nombreux sinistres enregistrés l'année passée.**

Autant dire que le coût cumulé des sinistres 2012 ne permet pas de boucler la comptabilité du domaine « Assurance » favorablement avec, pour conséquence, l'impossibilité d'octroyer un rabais de prime.

Stabilité de l'indice d'assurance

Au 1^{er} janvier 2012, l'indice du coût de la construction avait été augmenté par le Conseil d'administration de l'ECA JURA de 130 à 135. Pour l'année 2013, il n'y a pas d'augmentation. Les bâtiments qui n'auront pas fait l'objet d'une nouvelle estimation dans le courant de l'année écoulée auront, sur le bordereau de primes annuelles 2013, une somme assurée identique à celle de 2012.

Les dispositions légales régissant l'ECA JURA prévoient une augmentation des sommes assurées des bâtiments lorsque l'évolution des coûts de la construction varie de plus de 5%; tel n'a pas été le cas, raison pour laquelle il n'y a pas eu d'adaptation des sommes assurées pour cette année.



Cheminées et lampes à (bio)éthanol- Protection incendie

Les cheminées alimentées à l'éthanol ou au bioéthanol sont de plus en plus à la mode. La gamme des modèles proposés se décline sous toutes les formes et dans tous les styles. Un document d'information a été publié conjointement par le Bureau de prévention des accidents (BPA), l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), les services cantonaux compétents dans le domaine des produits chimiques (Chemsuisse), l'Association suisse des conduits de fumée et d'évacuation (ASCFE), la VHP (Verband Schweizerischer Hafner- und Plattengeschäfte) ainsi que l'association MINERGIE. Ce dépliant peut être téléchargé sur le site internet de l'AEAI (www.vkf.ch / Rubrique «Téléchargements»).



Les aspects relatifs à la sécurité incendie sont présentés dans ce document et permettent de répondre à quelques questions concernant ces installations :

Une cheminée alimentée à l'éthanol ou au bioéthanol est-elle considérée comme une installation de chauffage ?

Oui, si l'appareil brûle 0.3 l ou plus de (bio) éthanol par heure, soit une puissance de chauffage de 2kW. De telles installations sont considérées comme des appareils de chauffage et doivent être raccordées à un conduit de fumée. Elles sont soumises à l'octroi d'un permis de construire au même titre que les autres installations thermiques.

A quoi faut-il veiller avant la mise en service de l'installation ?

Il faut se conformer à la notice d'utilisation et aux règles de sécurité du fournisseur. Les règles élémentaires ci-dessous doivent dans tous les cas être respectées.

Vérifier que le brûleur et la cuve collectrice sont étanches en les remplissant avec de l'eau et attendre 30 à 60 minutes avant de contrôler l'étanchéité à l'eau de ces dispositifs. Si l'un des éléments n'est pas étanche, il ne faut pas mettre l'installation en service et contacter le service après-vente.

Installer ces appareils dans un emplacement sûr, à bonne distance des matières inflammables et combustibles (rideaux, meubles, tapis, etc) ou de tout autre objet pouvant être entraîné vers le feu par un courant d'air.

Poser l'appareil sur un support approprié, stable et non inflammable afin de prévenir tout risque de déplacement ou de chute. S'il est fixé contre un mur, n'utiliser que des fixations incombustibles (y compris les chevilles!).

Quelles sont les précautions élémentaires à respecter lors de l'utilisation ?

Il convient également de se conformer aux règles de sécurité et à la notice d'utilisation du fabricant. Les règles énoncées ci-dessous sont à respecter dans tous les cas.

Recharger le réservoir avant l'allumage de la cheminée en respectant le niveau de remplissage prévu et en veillant à ce qu'aucun liquide ne s'accumule dans les espaces creux de l'appareil et ne risque de s'enflammer en dehors du brûleur lors de l'allumage. Si c'est le cas, essuyer les résidus avec un chiffon sec qui devra être éliminé. Il est interdit de recharger une lampe ou une cheminée, allumées ou encore chaudes, avec du liquide de combustion.

Il est conseillé d'allumer ces installations avec le système de mise à feu prévu, ou,

en l'absence d'un tel dispositif, à l'aide d'un allume-gaz en se tenant à bonne distance du réservoir.

Peut-on laisser fonctionner ces installations durant la nuit ou quitter le logement durant leur utilisation ?

Non, il ne faut jamais laisser un feu nu sans surveillance, surtout en présence d'enfants ou d'animaux domestiques, ni quitter son logement en laissant une cheminée allumée. Avant de quitter le logement ou d'aller se coucher, vérifier que l'appareil est éteint et renouveler l'oxygène de la pièce en l'aérant suffisamment, ce qui permettra également d'éliminer les émanations des produits combustibles qui pourraient poser problème.

Ou doit-on conserver le combustible ?

Ne stocker que des quantités minimales de liquides combustibles. Une quantité totale de 5l au maximum par bâtiment de liquide inflammable de classe F1 et F2 (essence, alcool à brûler, (bio)éthanol, pétrole,...) est autorisée dans un local et une armoire de construction quelconque. Si cette quantité est dépassée, des mesures complémentaires doivent être prises conformément aux directives de protection incendie en vigueur.